

Mis en cause dans les Pandora papers, le président équatorien Guillermo Lasso refuse de témoigner

Image not found or type unknown

Quito 21 octobre (RHC) Alors qu'il était convoqué devant une commission d'enquête parlementaire pour témoigner sur sa citation dans les Pandora papers, le président équatorien Guillermo Lasso a refusé de se présenter.

La même commission le convoque à nouveau le 22 octobre. Le président équatorien Guillermo Lasso, cité dans les Pandora papers, a refusé de témoigner le 20 octobre devant une commission parlementaire chargée d'enquêter sur cette affaire, provoquant une deuxième demande de cette commission pour qu'il comparaisse le 22 octobre de «manière obligatoire». Guillermo Lasso avait été convoqué par cette commission, missionnée par l'Assemblée nationale, pour s'expliquer sur l'argent qu'il possédait dans des paradis fiscaux, selon les révélations des Pandora papers.

D'après cette enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), Guillermo Lasso contrôlait 14 sociétés offshore – la plupart basées au Panama – fermées après que l'ancien président Rafael Correa (2007-2017) eut adopté en 2017 une loi interdisant aux candidats à la présidence de posséder des sociétés dans des paradis fiscaux. Sur 137 parlementaires, 105 ont voté l'ouverture d'une enquête contre le président conservateur, afin de «clarifier» si celui-ci a violé «le mandat légal du pacte éthique, qui interdit aux candidats et aux fonctionnaires de disposer de leurs ressources ou de leurs actifs dans des paradis fiscaux».

Dans une lettre, Guillermo Lasso a assuré qu'il était disposé à recevoir les membres de la commission au siège du gouvernement «une fois que toutes les audiences prévues [...] auront été achevées».

«J'ai le droit de connaître à l'avance les affirmations qui ont été faites», a-t-il justifié. Son épouse et son fils refusent eux aussi d'être auditionnés. Face au refus de se présenter devant la commission, son président José Cabascango a clos la session le 20 octobre, convoquant le chef de l'Etat une deuxième fois, de «manière obligatoire» le 22 octobre. Appelés eux aussi à témoigner, l'épouse et le fils du chef de l'Etat se sont également excusés auprès de la commission, arguant qu'ils n'étaient pas fonctionnaires et n'avaient donc pas obligation de s'y présenter.

Le chef d'Etat a assuré avoir ne posséder aucun avoir dans un paradis fiscal, en ces termes : «Ni lorsque j'ai enregistré ma candidature à la présidence, ni depuis lors jusqu'à aujourd'hui, je n'ai violé [cette interdiction]», précise-t-il dans sa lettre. L'ex-banquier a simplement reconnu qu'il avait des «investissements légitimes dans d'autres pays», dont il s'est débarrassé afin d'être candidat à l'élection du printemps 2021, qu'il a remportée. Il a également demandé au Bureau du contrôleur général d'examiner ses actifs et dit renoncer au secret bancaire afin de pouvoir faire l'objet d'une enquête.

En Amérique latine, outre le président équatorien, les dirigeants du Chili, Sebastian Piñera, et de la République dominicaine, Luis Abinader, apparaissent dans l'enquête des Pandora Papers. Au Chili, Piñera fait l'objet d'une enquête pénale et se trouve sous la menace d'une procédure de destitution lancée par l'opposition concernant la vente d'une concession minière entachée de soupçons de corruption.

Source Russia Today

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/274578-mis-en-cause-dans-les-pandora-papers-le-president-equatorien-guillermo-lasso-refuse-de-temoigner>



Radio Habana Cuba